

ILS ÉTAIENT SUR LE TERRAIN LORS DE LA NATIONALISATION DU 24 FÉVRIER 1971

Misérables pensions pour les retraités du pétrole

Comment a-t-on pu les oublier ? Pourquoi touchent-ils pour la plupart de misérables pensions de retraite ? «Ils», ce sont les anciens travailleurs pétroliers qui étaient présents sur le terrain lors de la nationalisation du pétrole le 24 février 1971. Ils viennent de nous adresser un bouleversant témoignage que nous publions ci-dessous.

Lors de chaque 24 février, — date anniversaire de la nationalisation du pétrole en Algérie en 1971 — les travailleurs pétroliers en retraite ont un goût d'amertume en pensant aux années de braise, telle cette année historique où tous les travailleurs, quel que soit leur rang professionnel, ont relevé le défi, malgré le départ massif des étrangers, et

ont maintenu la «machine des hydrocarbures» en marche, celle qui fait vivre à 98%, jusqu'à présent, tous les Algériens. Ces travailleurs, sans exagération, peuvent être considérés comme des vrais «moudjahidine» dans le domaine économique, car ils ont sauvé le pays d'une crise très grave. Ces «pétroliers» à la retraite touchent à présent, malgré leur poste important à cette époque — sondeur, chef de chantier, chef d'équipe, chef de service et section, sans oublier les autres catégories professionnelles — des pensions de retraite frôlant le montant du SNMG ! Hé, oui, c'est la triste réalité malheureusement. Les pétroliers présents le 24 février 1971, qui aujourd'hui sont pour la plupart en retraite, avaient montré leur nationalisme et leur grande compétence en sauvant l'Algérie. Ces

derniers se sentent complètement abandonnés par l'Etat et par leur entreprise Sonatrach qui a tous les moyens financiers pour penser à eux en améliorant leur situation dans le cadre du social où des milliards sont dépensés par l'entreprise dans ce domaine précis (sponsoring, culture, social, etc.). Jusqu'à présent, les travailleurs habitant en célibataire sur base, loin de leur famille, ne percevront pas une pension de retraite où sera incluse l'indemnité de zone, contrairement aux travailleurs habitant en famille, ce qui est tout à fait injuste. Cette anomalie, combattue depuis des années par l'UGTA, n'a pas trouvé, curieusement, de solution jusqu'à présent. La solution, pour améliorer le sort des pétroliers en retraite, serait d'inclure cette

indemnité dans le calcul de leur pension de retraite, avec effet rétroactif, indemnité dont le montant représente près de 30% de leur pension. Notre entreprise a les moyens nécessaires pour prendre en charge cette solution et cela améliorera considérablement le capital de la Caisse nationale de retraite puisque tous les travailleurs cotiseront.

D'autre part, la dernière revalorisation des salaires des fonctionnaires n'a pas touché les retraités ce qui est complètement absurde : la plupart ont tous des enfants, qui, malgré peut être leur âge d'adultes jeunes, se trouvent presque tous au chômage. Il est nécessaire que l'Etat se penche globalement sur cette tranche de la population.

Un groupe de travailleurs Sonatrach/DP Hassi R'mel

BONNE NOUVELLE POUR LES «CHIBANIS» ÉMIGRÉS

Revalorisation des retraites de 0,8 % en France au 1^{er} septembre 2008...

Le gouvernement français a annoncé, mardi 6 mai 2008, que les retraites seraient revalorisées de 0,8% le 1^{er} septembre prochain. Cette revalorisation de l'ensemble des retraites doit couvrir la progression de l'inflation pendant l'année 2008. Les retraites avaient déjà été revalorisées de 0,8% le 1^{er} janvier 2008.

Les prix à la consommation en France ont augmenté de 0,8% en mars par rapport au mois précédent, soit une

hausse de 3,2% sur les douze derniers mois, contre 2,8% en février, selon l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee).

...Et promotion de l'emploi des seniors

Le président français a défendu le plan du gouvernement afin de promouvoir l'emploi des seniors, dénonçant «l'erreur» du partage du travail et assurant qu'il fallait «laisser

les gens bosser». «On va supprimer la règle qui met les gens d'office à la retraite. (...) Ceux d'entre vous qui auront cotisé pour avoir une retraite pleine pourront avoir leur retraite et prendre un emploi en plus et cumuler sans limite retraite et salaire», a-t-il expliqué. «Ceux qui veulent partir à la retraite après leurs années de cotisation, ils partent en retraite. Celui qui veut travailler, il peut le faire, on va faire un système où on vous laissera le choix», a-t-il poursuivi.

COURRIER DES LECTEURS

Comment bénéficier de mes droits à la retraite en Algérie ?

J'aimerais avoir les renseignements suivants : j'ai travaillé à Alger pendant 7 ans au ministère. J'ai 53 ans, je suis handicapée et je vis à Paris où je travaille. Est-ce que je peux demander ma retraite à cet âge-là ?

RÉPONSE : Selon la loi n°83-12 du 02 juillet 1983 relative à la retraite, l'âge légal pour pouvoir bénéficier d'une pension de retraite en Algérie est fixé à 60 ans pour l'homme et à 55 ans pour la femme, tout en justifiant d'au moins 15 années de cotisations sociales.

Les travailleurs âgés au moins de 60 ans, ne justifiant pas à cet âge de la condition de travail requise pour percevoir une pension de retraite, mais pouvant valider au moins 5 années ou 20 trimestres ont droit à une allocation de retraite. Le montant de cette allocation est proportionnel au nombre d'années d'activité. Dans le cadre de l'ordonnance n°06-04 du 15 juillet 2006 portant loi de finances complémentaire et en son article 29, il est servi une indemnité complémentaire mensuelle au profit des titulaires d'allocations de retraite (ICAR) dont le montant est inférieur à 7 000 DA.

Droit à une pension pour un fils de moudjahid handicapé ?

Je suis fils de moudjahid décédé, âgé de 50 ans et handicapé physique à 100%. Je voudrais savoir si j'ai droit à une pension de handicapé selon la loi du chahid et du moudjahid.

Hamid T., Alger

RÉPONSE : L'article 24 de la loi n°99-07 du 5 avril 1999 (JO n°25, du 12 avril 1999) relative au moudjahid et au chahid stipule que «la pension d'invalidité du moudjahid est reversée sur la base de 100% à la veuve en plus de la pension complémentaire. En cas de décès de la veuve, cette pension est reversée aux enfants mineurs et aux filles non mariées célibataires sans aucun revenu». L'article 28 de cette même loi précise notamment que «bénéficiaire de la pension de compensation les fils de moudjahidine handicapés qui sont nés après 1942 (et qui n'ont bénéficié d'aucune autre pension d'invalidité, conformément à la législation relative à la Sécurité sociale)», et aussi ceux qui sont nés avant 1942 «sous réserve qu'ils n'aient eu aucune conduite contraire à la Révolution de libération nationale».

Droit des victimes civiles de guerre

Victime civile de la guerre, ayant un taux de réforme de 75%, et titulaire d'une pension d'invalidité de 5 475 DA par mois. Actuellement, ce montant que je perçois mensuellement n'a pas fait l'objet de revalorisation en dépit du décret exécutif n°04-10 du 14 janvier 2004. J'attire votre attention que ce montant je le percevais bien avant la date de la promulgation du décret et malgré des démarches auprès de la direction des moudjahidine et au Trésor d'Oran, je n'ai eu droit qu'à des réponses évasives. Ainsi, longtemps marginalisé, je sollicite votre haute bienveillance de bien vouloir m'informer sur le montant réel de la pension allouée, et si ce décret exécutif a été appliqué et exécuté ?

RÉPONSE : Le décret exécutif n° 04-10 du 14 janvier 2004 portant revalorisation du montant des pensions des moudjahidine et ayants droit de chahada et de moudjahidine, des victimes civiles et des victimes d'engins explosifs, ainsi que leurs ayants droit, est paru au *Journal Officiel* n° 5 du 18 janvier 2004 et est donc «applicable» depuis cette date.

Conditions pour la retraite proportionnelle

Ma question est la suivante : je suis âgé de 58 ans. J'ai commencé à travailler en 1969, puis j'ai effectué mon service national. Reprise d'activité partielle jusqu'en 1995, date à laquelle j'ai été admis en invalidité jusqu'en 2007, date où j'ai eu une reprise d'activité. Actuellement, à mon âge, il y a des difficultés d'emploi (la société dans laquelle j'ai exercée a été dissoute). J'ai cumulé en tout près de 24 ans d'activité professionnelle. Puis-je prétendre à une retraite proportionnelle ou dois-je attendre l'âge légal de 60 ans ? Quelle est la meilleure solution ?

Abdelhamid M.

RÉPONSE : Il est nettement préférable pour vous de poursuivre votre activité professionnelle jusqu'à ce que vous atteigniez l'âge légal de départ à la retraite de 60 ans — c'est-à-dire dans 2 ans —, afin que vous puissiez bénéficier de tous les avantages qui en découlent. Au vu de la description de votre carrière, vous risquez d'obtenir une très faible pension si vous souhaitez partir en retraite proportionnelle maintenant, pension qui n'est pas révisable et réputée définitive.

Achat d'années de cotisations

Je voudrais savoir par le biais du journal si la retraite à 32 ans d'années de cotisation est déduite de cinq ans pour les femmes. Dans le cas affirmatif, une dame ayant atteint les 45 ans d'âge, avec 20 ans de cotisation peut-elle acheter les sept ans restants à l'avance pour atteindre les 80% de son salaire actuel ?

RÉPONSE : Pour la retraite sans condition d'âge, la pension est attribuée à la demande exclusive du travailleur salarié. Ces pensions sont liquidées de manière définitive et ne sont ni révisables, ni portées au minimum des pensions de retraite tel que prévu par l'article 16 de la loi 83/12. Pour la retraite proportionnelle des salariés de sexe féminin, l'âge et la durée d'activité sont réduits de 5 ans, portant ainsi l'âge possible de départ à 45 ans et la durée de travail à 15 ans. Dans ce type de retraite, pour les 2 cas que vous soulevez — sans condition d'âge et proportionnelle —, il n'y a pas de rachats d'années de cotisations.

Actualisation des pensions (proportionnelles)

Je voudrais savoir si en cas de retraite proportionnelle à 45 ans pour une femme ayant 20 ans d'expérience, j'aurai droit une fois l'âge légal atteint, soit 55 ans, à une actualisation de la mensualité de ma pension.

RÉPONSE : Non. Ces pensions sont liquidées de manière définitive et ne sont ni révisables, ni portées au minimum des pensions de retraite tel que prévu par l'article 16 de la loi 83/12.